



Zoom sur

Infos

Du 18-04-2016 au 24-04-2016

Presse francophone

sources

infos



20-04-2016

Tunisie : La torture existe encore selon Amnesty International

Amnesty International a appelé mardi les autorités tunisiennes à ne plus tolérer « l'impunité » dans les affaires de torture, à la veille de l'examen de la situation dans ce pays par un comité des Nations unies.

Dans son rapport présenté à la Comité de l'ONU contre la torture, Amnesty International indique que la torture existe encore en Tunisie malgré les mesures prises par les autorités tunisiennes pour couper avec ces pratiques du temps du régime du président déchu, Zine El Abidine Ben Ali.

La semaine dernière, le chef d'une délégation onusienne avait jugé à Tunis que le pays était « sur la bonne voie » après la création de « l'Instance nationale de lutte contre la torture », dont les membres ont été élus fin mars par le Parlement.



19-04-2016

Il n'y a pas que le Coran dans la vie...

La semaine dernière, dans une rue de Tunis, des artistes de rue ont été empêchés de jouer leur musique. Un groupe de jeunes musiciens, prodiguant leur art aux passants, ont été chassés par la police et délogés de leur bout de trottoir, accusés de faire du grabuge et de "troubler l'ordre public". Les passants auront été privés d'un instant d'évasion, gratuit et libérateur, dans leur routine quotidienne. L'art et la musique, du grabuge? Visiblement, oui. Mais ceci ne s'arrête pas là.

A peine le printemps a-t-il pointé le bout de son nez, qu'on pense déjà à la meilleure manière d'occuper nos jeunes pendant leurs (longues) vacances d'été. Dans le cadre du projet de réforme de l'école nationale et du plan de lutte contre le

terrorisme, le ministre des Affaires religieuses annonce qu'un accord a été signé avec le département de l'Education pour proposer une nouvelle activité aux jeunes pendant leurs vacances. Désormais, les écoles publiques ouvriront leurs portes en été et seront consacrées...à l'apprentissage du Coran.

Cette initiative du ministère des Affaires religieuses doit servir, selon ses instigateurs, à protéger nos jeunes de l'endoctrinement et du fléau du terrorisme. Tout cela est bien sympathique mais lorsqu'on pense que le premier à prendre à coeur le "divertissement" de nos jeunes, est le ministre des Affaires religieuses, c'est qu'il y a un souci quelque part.

Mais soyons clairs. L'idée est bonne dans le fond, ouvrir les écoles pendant les vacances pour que nos jeunes puissent apprendre, est une idée fort louable. En effet, au-delà de l'aspect religieux, apprendre le Coran a le mérite d'enseigner aux jeunes les subtilités de la langue arabe, de corriger leur diction et prononciation et de leur permettre de tester leur mémoire et de faire travailler leur cerveau. Pourquoi jaser alors? Parce que tout simplement, là n'est pas le problème. Il n'y a pas que le Coran dans la vie et cela est loin d'être suffisant !

Pourquoi avoir directement pensé à l'apprentissage du Coran pendant les vacances scolaires au détriment des autres clubs sportifs, éducatifs et culturels qui pourraient plus intéresser les jeunes? On parle de "profiter" des vacances d'été pour faire apprendre aux élèves le Coran. Profiter oui.

Les autres ministères des Technologies, des Sports et, surtout, de la Culture, n'auraient-ils pas dû être les premiers à faire ce genre de propositions? Pourquoi la lecture n'a-t-elle pas sa place dans nos établissements éducatifs? Pas au même rang que l'enseignement coranique du moins. C'est que les priorités ne sont pas les mêmes pour tout le monde.

Aujourd'hui, les écoles coraniques fusent dans toutes les villes. On en voit de plus en plus et elles semblent faire le bonheur de parents soucieux d'apprendre à leurs enfants les rudiments du Coran et de la religion. Dans les jardins d'enfants et les écoles maternelles, parmi les pléiades d'activités toutes aussi enrichissantes pour

les enfants, les ateliers de Coran figurent parmi les plus prisés. Certains établissements proposent même les services d'un cheikh pour apprendre aux enfants les abc de la religion...et des bonnes manières.

Pourtant les activités ne manquent pas. Les écoles devront être mises au défi de célébrer la culture, de donner envie aux jeunes d'apprendre l'art, l'histoire, la musique, de lire, de réfléchir et de créer. L'apprentissage du Coran est un enseignement comme un autre. Il peut être salubre pour les jeunes de lire ce livre saint par eux-mêmes et d'en comprendre la logique afin d'éviter de gober les versions loufoques que tout hurluberlu pourrait leur raconter un jour. La question est, pourquoi uniquement le Coran? Pourquoi est-ce que la culture est loin d'être une priorité?



18-04-2016

François Hollande défend les droits de l'homme en Égypte, Abdel Fattah al-Sissi s'agace

En visite officielle au Caire, le président français François Hollande a déclaré dimanche que la lutte contre le terrorisme ne pouvait s'affranchir du respect des droits de l'homme en Égypte. L'importance accordée à ce sujet a manifestement irrité son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sissi.

Son entourage avait assuré que les droits de l'homme seraient évoqués « de manière discrète et efficace » au Caire, deuxième étape de la tournée de François Hollande au Moyen-Orient. Pourtant, le sujet a occupé l'essentiel du temps de parole accordé au président français lors de la conférence de presse conjointe des deux chefs d'État organisée le 17 avril.

Lutter contre le terrorisme « suppose de la fermeté mais aussi un État, et un État de droit, c'est le sens de ce que la France évoque quand elle parle des droits de l'homme. Les droits de l'homme, ce n'est pas une contrainte, c'est aussi une façon de lutter contre le terrorisme », a déclaré François Hollande devant son homologue égyptien manifestement agacé par les questions des journalistes sur ce sujet.

Disparition d'Éric Lang et de Giulio Regeni

« Nous avons évoqué avec le président Sissi les droits de l'homme, y compris les sujets les plus sensibles », comme les cas « du Français Eric Lang et de l'Italien Giulio Regeni », a continué le chef de l'État, qui a plaidé en faveur de la nécessaire « liberté de la presse et la liberté d'expression ».

Arrêté en 2013 au Caire par la police, Eric Lang avait été battu à mort dans sa cellule, « par des codétenus » selon le parquet général du Caire. Giulio Regeni, enlevé dans la capitale égyptienne le 25 janvier, avait été retrouvé mort neuf jours plus tard dans un fossé, le corps couvert des stigmates d'épouvantables tortures. Depuis, la presse italienne et des diplomates assurent qu'il a été tué par des membres des services de sécurité, ce que l'Égypte nie avec véhémence.

Les normes en Europe ne peuvent prévaloir dans la situation que vit notre région

« La région dans laquelle nous vivons est une région très perturbée, monsieur le président Hollande. Les normes en Europe, qui est au sommet du progrès et de la civilisation, ne peuvent prévaloir dans la situation que vit notre région, notamment l'Égypte », a sèchement rétorqué Abdel Fattah al-Sissi.

« Nous sommes confrontés à des forces diaboliques qui essaient d'ébranler l'Égypte », notamment par « ces accusations qui visent à affaiblir la police, la justice ».

La semaine dernière, plusieurs ONG – la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH), Amnesty international et Human Rights Watch (HRW) notamment – avaient dénoncé le « silence assourdissant » de la France au sujet de la « gravité de la répression contre la société civile ». Depuis mi-mai 2014, environ 2000 cas de disparitions forcées ont été recensés, selon l'Egyptian Commission for Rights and Freedoms (ECRF). Un phénomène qui s'est accentué en 2015.



18-04-2016

Bir Mathieu fait jaillir l'eau dans le désert tunisien

Le puits à la mémoire de Mathieu (15 ans), décédé dans un accident de quad, en mai 2015 à Douz, a enfin vu le jour dans le désert tunisien.

Marie-Thérèse et Eric Sanchez, sapeur-pompier professionnel à Hyères (France), avait annoncé leur projet de construction d'un puits dans le désert à Khecham El Maaguel, à Douz, gouvernorat de Kébili, à la mémoire de leur fils unique, Mathieu, décédé dans un accident de quad dans cette zone. La famille avait d'ailleurs l'habitude de séjourner dans le sud tunisien, joignant expéditions dans le désert et distribution de dons d'associations humanitaires françaises aux gens de la région.

Les travaux du projet intitulé «*Bir Mathieu*» avaient été entamés le 29 octobre 2015 (soit 7 mois après le décès de Mathieu). Les parents ont collecté de l'argent à travers leur association et ont pu donner vie au puits, dont l'eau a jailli au milieu du désert.



20-04-2016

Tunis : La police disperse une marche des diplômés chômeurs

La police a violemment dispersé, à Tunis, une marche des diplômés chômeurs qui étaient fichés par la police pour leurs activités syndicales au temps de Ben Ali.

Les manifestants se sont rassemblés, ce matin, devant le théâtre municipal de Tunis et ont entamé une marche vers le palais du gouvernement, à la Kasbah, pour appeler le gouvernement à tenir ses promesses relatives l'emploi.

Arrivés au niveau de Bab-Benat, à une centaine de mètres du palais du gouvernement, les manifestants ont été refoulés par la police qui a fait usage de la force. Des manifestants ont été blessés et conduits à l'hôpital. Une manifestante, Safia Mansouri, a reçu un coup sur la tête et au bas ventre, ayant nécessité son hospitalisation. Plusieurs manifestants ont été arrêtés.

Leurs camarades ont dû retourner devant le théâtre municipal où ils se sont

rassemblés de nouveau pour appeler le gouvernement à mettre fin aux violences policières et à respecter leur droit de manifester pacifiquement.

Les organisateurs du mouvement dénoncent le recours systématique des forces de l'ordre à la violence contre les manifestants.

Le ministère a, pour sa part, souligné qu'il est « *strictement interdit de manifester devant le palais du gouvernement à la Kasbah* ». Ceci n'explique cependant pas la violence exercée par la police...



20-04-2016

Les quatre Nobel de la Paix à Genève: «La Tunisie a besoin de solidarité»

En octobre 2015, l'annonce de l'attribution du Prix Nobel de la paix au Quartet tunisien du dialogue national avait résonné comme un formidable symbole d'encouragement à la Tunisie, seul pays du Printemps arabe ayant réussi à cheminer à bon rythme vers la démocratie. Invités par l'ONUG et l'Institut pour la formation et la recherche (Unitar) à participer aux Rendez-vous mondiaux de Genève, les quatre lauréats sont unanimes à souligner la masse de travail accompli, marqué par des élections libres, mais à reconnaître aussi les énormes défis qu'il reste à accomplir. Nous les avons rencontrés hier, les uns après les autres.

Institutions manquantes

«La Tunisie s'est dotée d'une nouvelle Constitution, d'institutions politiques, c'est considérable, mais ce n'est pas encore ça la démocratie», relève le président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, Abdessattar Ben Moussa. «Il manque encore aujourd'hui les institutions qui garantissent le respect de cette Constitution. Le Conseil de la magistrature, tout comme la Cour constitutionnelle n'ont pas encore vu le jour. Ni les institutions politiques censées permettre l'exercice de la démocratie locale et une décentralisation si cruciale pour le développement social et économique des régions. Des lois liberticides n'ont toujours pas été abolies. Nous devons encore faire pression sur le parlement pour que les choses se mettent en place.»

«La Tunisie, forte de sa société civile, a réussi sa transition démocratique. Mais tous les objectifs de la révolution n'ont pas abouti», souligne Houcine Abassi, secrétaire général de l'UGTT, la puissante organisation syndicale tunisienne. «Avec 600 000 chômeurs, dont 250 000 diplômés du supérieur, il faut bien le dire, le manque d'emploi est un souci majeur. La jeunesse a besoin d'avoir des perspectives pour ne pas sombrer dans la désespérance. Et le pays a trop tardé à s'en préoccuper.»

Régions oubliées

Pour meilleurs signes, les éclats de colère sociale secouent encore régulièrement le pays. Comme à Kasserine, à Sidi Bouzid, ces villes berceau de la révolution, toujours abandonnées du développement économique. «On doit mettre en place des plans de discrimination positive pour ces régions déshéritées, c'est primordial. Or à ce jour, le plan prévu est loin d'être clair», relève le syndicaliste.

Pour Ouided Bouchamaoui, à la tête de l'UTICA, l'organisation patronale représentant l'industrie, le commerce et l'artisanat, la vision est là, mais les chantiers prennent du temps. «Pour ces régions oubliées, tout est à faire. Il faut déjà commencer par construire les infrastructures, les routes, les accès indispensables pour permettre d'implanter des entreprises.» Alors que la croissance est faible (1%), que le tourisme est en berne, Ouided Bouchamaoui voit aussi l'importance de susciter un nouveau climat d'affaires. De fait, de multiples réformes ont été lancées, visant à permettre à la société tunisienne de se réapproprier les outils de son développement économique. Réforme de la fiscalité, réforme du système bancaire, réforme de la loi sur les hydrocarbures, la Tunisie ressemble à un vaste chantier en mouvement. «Nous travaillons aussi à faciliter l'accès au crédit pour aider les Tunisiens à créer leur propre entreprise. Il y a aussi de nouveaux secteurs prometteurs pour l'embauche, comme les technologies de l'information, l'automobile, l'aéronautique.»

Une justice inaccessible

«Nous avons besoin d'une réforme judiciaire en profondeur, elle est en marche, mais elle piétine», relève pour sa part Mohamed Fadhel Mahfoud, bâtonnier au

conseil de l'Ordre national des avocats. Il en va du fond, visant à garantir à la Tunisie une justice indépendante, comme de la simple logistique. «Le peuple tunisien n'a formellement que peu accès à des services judiciaires de qualité, les contraintes administratives sont énormes, l'appareil judiciaire manque de moyens.»

Après les sanglants attentats en 2015 qui ont laminé le tourisme, avec l'instabilité qui règne en Libye, le souci sécuritaire est partagé par les quatre nobélisés. Et c'est avec un message unanime sur ce point que le Quartet est venu à Genève. «Nous avons aussi besoin de solidarité internationale», disent-ils. «Est-il juste que des pays européens aient appelé à ne plus se rendre en Tunisie après les attentats du Bardo et de Sousse? interroge Houcine Abassi. Qui aurait songé à appeler à boycotter la France et la Belgique après les attentats de Paris et Bruxelles?»

Débat A l'invitation de l'ONUG et Unitar, le Quartet sera en débat ce jeudi 21 avril, à 16 h, 14, av. de la Paix, 1202 Genève.

(TDG)



18-04-2016

Droits humains et société civile : des invités incontournables dans les relations bilatérales entre la Tunisie et l'UE

Ce 18 avril 2016, la douzième session du Conseil d'Association UE-Tunisie qui se tient au Luxembourg devrait aborder l'Accord de Libre Echange Complet et Approfondi (ALECA) et la mise en œuvre du Partenariat pour la Mobilité (PPM). Pour EuroMed Droits, ces discussions doivent aussi être une occasion de définir les droits humains comme un objectif prioritaire du renforcement des relations Tunisie-UE. Il est donc indispensable de les ajouter à l'agenda de la réunion ministérielle conjointe.

En effet, la Tunisie fait face à des défis importants en matière de droits humains, et en particulier vis-à-vis des droits économiques, sociaux et culturels et des droits des personnes migrantes et réfugiées. Ces enjeux doivent être abordés à la table

des négociations pour apporter des réponses communes, en particulier au regard du partenariat privilégié existant entre l'UE et la Tunisie. Cette coopération permettra un meilleur respect et une protection plus large des droits humains conformément aux normes internationales pour les deux partenaires.

Par ailleurs, il est décisif que la société civile soit pleinement impliquée dans les négociations bilatérales entre l'UE et la Tunisie. Depuis 2011, la société civile en Tunisie s'illustre véritablement comme un acteur incontournable du processus démocratique pour le pays. L'attribution du Prix Nobel de la Paix en 2015, au quartette d'organisations conduisant le dialogue national en Tunisie est de ce point de vue tout à fait révélatrice. Si notre réseau se réjouit de la constitution et de l'organisation régulière d'un dialogue tripartite (entre les autorités tunisiennes, l'UE et la société civile), celui-ci doit se renforcer considérablement pour assurer une participation plus effective de la société civile. Dès lors, nous appelons les autorités européennes et tunisiennes à plus de transparence dans les négociations des différents accords entre la Tunisie et l'UE, en particulier en ce qui concerne l'ALECA et le PPM. La société civile doit pouvoir accéder à l'information pertinente à temps pour lui permettre de jouer pleinement son rôle en tant que force de proposition. Il nous semble également primordial de développer un cadre institutionnel et des mécanismes qui permettent l'expression et l'implication effective de la société civile aux différentes phases et volets des négociations mais aussi lors de la mise en œuvre et de l'évaluation de la coopération bilatérale.

Ce Conseil d'Association représente également la première opportunité de discuter d'un accord spécifique entre l'UE et la Tunisie dans le cadre de la nouvelle Politique européenne de voisinage (PEV) publiée en novembre passé. Cette nouvelle PEV prévoit notamment la négociation d'accords spécifiques avec chaque pays du voisinage sur la base d'intérêts communs mais marginalise sérieusement le respect des droits humains et le droit international humanitaire. Il est donc crucial que cet accord inclue les droits humains parmi les objectifs prioritaires de la coopération UE-Tunisie et qu'il implique véritablement la société civile dans toutes les étapes des relations bilatérales entre la Tunisie et l'UE.



20-04-2016

EPOUSER UNE FEMME INTELLIGENTE EST BON POUR LA SANTÉ

Une étude menée par l'Université d'Aberdeen, et présentée au cours d'une conférence sur la démence à Oxford la semaine dernière, s'est intéressée à l'impact de la [relation maritale](#) des hommes sur l'évolution de leur état neuropsychiatrique avec l'âge. Les résultats révèlent que les sujets masculins mariés à des [femmes intelligentes](#) menaient non seulement une vie plus longue et plus heureuse, mais présentaient également moins de chance de développer la maladie d'Alzheimer et d'autres démences pathologiques.

La stimulation cérébrale permanente provoquée par une existence menée au côté d'un esprit vif aide à prévenir divers symptômes de [dégradation mentale](#), comme les pertes de mémoire. Les femmes inspirantes pour leurs maris, dont la conversation requiert une certaine exigence intellectuelle et un effort de compréhension, évitent à leur compagnon de sombrer dans les déliquescentes de l'âge. Le Pr. Lawrence Whalley, directeur de l'étude, a déclaré au cours de son intervention à Oxford : "La chose que l'on ne dit jamais à un garçon qui veut mener une longue existence – alors qu'on le devrait – c'est d'épouser une femme intelligente. [...] Il n'y a pas de meilleur rempart contre la dégradation que l'intelligence".

A l'inverse, d'autres facteurs jouent un rôle incriminant dans le développement de démences sur le long terme comme la perte d'un proche à un très jeune âge, plus encore pour un enfant unique. "Les études ont montré que la mort de la mère avant d'atteindre l'âge de cinq ans est un facteur à risque très important. Mais recevoir un soutien et un amour parentale suffisant pendant l'enfance, mener de longues années d'études et évoluer dans un environnement favorable est l'une des meilleurs façons de s'assurer une santé mentale pérenne". A l'avenir, draguez à la sortie de l'ENS.

مقالات باللغة العربية

المصدر

المقال



11-04-2016

..الحريات الدينية: ما يحق للفرد و ما يعود للمجموعة

الحريات الدينية هل هي واقع ملموس؟ هل هي طموح نسعى إلى الوصول إليه؟

بالنظر في حاضرنا الراهن نلاحظ عودة الحديث عن الدين و الظاهرة الدينية بحدّة، خاصة مع تنامي مظاهر الإرهاب و التطرف الديني و التي أعادت الجدل حول موقع الدين من الفرد و من المجموعة، داخل الدولة و بين الدول، و دور الدين في تحديد الهوية الفردية و الجماعية..

فالمسألة الدينية طرحت و لا تزال في أبعادها اللصيقة بالفرد و إن كان للفرد مطلق الحرية في علاقته بالدين، و في أبعادها الجماعية سواء من حيث الممارسة أو من حيث تنظيم الظاهرة الدينية في الفضاء العام و دور المؤسسات السياسية (وخاصة الدولة) في تنظيم ذلك. فاختلاف الأنظمة السياسية و التنظيمات الاجتماعية تختلف علاقة الفرد و المجموعة بالدين فمن الدول الدينية إلى اللادينية مرورا بكل الأنواع البينية الأخرى تحاول الأنظمة تحديد موقفها من الدين و من ممارسة بما يفترض وضع الأطر و القيود على الممارسات الدينية.

فما هو موقف منظومة حقوق الإنسان الكونية من الحريات ذات العلاقة بالدين؟ وكيف يمكن للأنظمة السياسية المختلفة و خاصة في دول المنطقة العربية أن تستقي من هذه المنظومة المبادئ الأساسية التي من شأنها أن تبين ما يعود للفرد و ما يبقى للمجموعة؟

بالرجوع إلى الشرعية الدولية لحقوق الإنسان نلاحظ أن الإعلان العالمي لحقوق الإنسان من ناحية و العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية و السياسية إلى جانب ما أضافته لجان حقوق الإنسان المتخصصة في الأمم المتحدة، و ما تؤكده المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان، قد عملت

على بيان مكانة الدين بوصفه حقا من حقوق الإنسان و ما يتتبع ذلك من تحديد مكونات هذا الحق و كيفية ممارسته و الضوابط التي تحيط به.

1- مكونات الحريات الدينية: حرية المعتقد هل هي حرية مطلقة ؟

يقر كل من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان لسنة 1948 و العهد الدولي مجموعة من الحقوق و الحريات المكونة لحرية الأفراد الدينية و تتمثل أساسا في حرية الفرد في اختيار أي دين أو أي معتقد و حرّيته في أن يغير دينه أو معتقده.

1.1. الحرية في اختيار الدين أو المعتقد.

جاء في الفصل 18 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الصادر في 10 ديسمبر 1948 أن لكل شخص الحق في حرية التفكير والضمير والدين، ويشمل هذا الحق حرية تغيير ديانته أو عقيدته، وحرية الإعراب عنهما بالتعليم والممارسة وإقامة الشعائر ومراعاتها سواء أكان ذلك سرا أم مع الجماعة.

بينما ورد في الفصل 17 من الميثاق العالمي للحقوق المدنية والسياسية الصادر في 16 ديسمبر 1966 أن لكل إنسان حق في حرية الفكر والوجدان والدين ويشمل ذلك حرّيته في أن يدين بدين ما وحرّيته في اعتناق أي دين أو معتقد يختاره وحرّيته في إظهار دينه أو معتقده بالتعبّد وإقامة الشعائر والممارسة والتعليم بمفرده أو مع جماعة وأمام الملاء أو على حده.

ونستخلص من هذين النصّين أن للحرية الدينية بعدين أولهما فردي يقوم على حرية الضمير وثانيهما جماعي-اجتماعي يقوم على حرية القيام بالشعائر الدينية بما يبّرر أفراد كل منهما بنظام قانوني خاص لكن مع ضرورة الانتباه إلى كون هذين البعدين يؤثران ويتأثران ببعضهما البعض.

ولقد قامت اللجنة الأممية لحقوق الإنسان بتأويل الفصل 18 من خلال تعليقها العام رقم 22¹. فقدمت اللجنة تعريفاً واسعاً لحرية الوجدان والمعتقد إذ اعتبرت أن الفصل 18 يحمي المعتقدات الدينية واللا دينية كما اعتبرت أنها حرية المعتقد تتضمن الإلحاد أو اللاادينية. كما أقرت اللجنة الأممية أن حرية الوجدان والمعتقد يجب أن تطال لا فقط الديانات الموحدة أو المعروفة بل أيضاً الديانات الأقلية التي لا يتبناها إلا بعض المجموعات. أن حرية الوجدان والمعتقد تحيلنا إلى المعتقدات الأكثر التصاقاً بالإنسان وبوجدانه فهي تهم كل الفئات الفلسفية و /أو الدينية التي لا يحق للغير التدخل فيها أو حتى طلب الإفصاح عنها. كما ذكرت اللجنة الأممية لحقوق الإنسان أن حرية الوجدان والمعتقد هي من الحريات المطلقة التي لا يمكن الحد منها تماماً وهو ما أقره أيضاً الفصل الرابع من العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية الذي أدرج الفصل 18 في قائمة الحقوق التي لا يمكن الحد منها حتى " في حالات الطوارئ الاستثنائية التي تتهدد حياة الأمة".

2.1. الحرية في تغيير الدين أو المعتقد

الفرد حر أيضاً في تغيير معتقده أو ديانته الأصلية واستبدالها أو عدم استبدالها بأي دين أو معتقد آخر. ولقد أقرت لجنة حقوق الإنسان في تأويلها للفصل 18 أن حرية الوجدان والمعتقد تفترض إمكانية التخلي عن أي معتقد واستبداله بآخر أو تبني الإلحاد أو اللاادينية أو أي معتقد آخر. وذكرت بما اقتضته الفقرة الثانية من الفصل 18 بأنه "لا يجوز تعريض أحد لإكراه من شأنه أن يخل بحريته في أن يدين بدين ما، أو بحريته في اعتناق أي دين أو معتقد يختاره." ويجب أن نذكر في هذا الإطار بأن كل الممارسات التمييزية التي تمارس ضد الأقليات الدينية أو اللا دينية تعتبر من باب الإكراه على اعتناق دين دون آخر وهو في غالب الأحيان دين

الأغلبية.

لقد قامت لجنة حقوق الإنسان بالدفع في هذا الاتجاه رغم مقاومة بعض الدول لمسألة حرية تغيير
المعتقد.²

كما تفترض حرية الوجدان والمعتقد انه لا يحق للدول التي تتبنى ديانة الأغلبية أن تميز بين
المتدينين وغير المتدينين أو بين معتنقي ديانة الأغلبية ومعتنقي ديانات الأقلية. كما ذكرت اللجنة
بان عدم التمييز هذا يجب أن يهتم كل المجالات بما فيها الوصول إلى الوظائف السياسية العليا.

2- ممارسة الحريات الدينية: ماهي الضوابط ؟

إذا كانت حرية الضمير و المعتقد من الحريات المطلقة فإن ممارسة هذه الحرية تبقى خاضعة
لبعض الضوابط وهو ما حاولت منظومة حقوق الإنسان بيانه لتحديد دور الدولة و السلطة عموما
في المجال الديني و تبين الحدود التي تمارس في إطارها الحرية الدينية.

1.2. مظاهر القيود على الحرية الدينية.

بقدر ما ضمن العهد الدولي للحقوق المدنية والسياسية حرية الوجدان والمعتقد بصورة مطلقة بقدر
ما حرص على تنظيم ممارسة هذه الحرية.

ولعل ذلك يرجع إلى إشكالية جوهرية في مادة حقوق الإنسان وهي إمكانية تضارب الحقوق فيما
بينها.

لذلك نجد أن الفقرة الثالثة من الفصل 18 تنص على انه "لا يجوز إخضاع حرية الإنسان في
إظهار دينه أو معتقده، إلا للقيود التي يفرضها القانون والتي تكون ضرورية لحماية السلامة

العامة أو النظام العام أو الصحة العامة أو الآداب العامة أو حقوق الآخرين وحرّياتهم الأساسية“.

فمن طبيعة تصريف الحريات التنافسية صعوبة الموازنة بين حق الأفراد في ممارسة حرياتهم وحق من لا يشاركونهم إياها في احترام موقفهم منها وهي موازنة صعبة تطرح في مجال الحرية الدينية بين هدفين متضاربين يتعلّقان بممارسة حريتين أساسيتين متناقضتين هما حق المتدينّين في نقل أفكاره للجمهور وهو ما يدخل في خانة حرية التعبير من ناحية وحق الأشخاص الآخرين في احترام حريتهم الفكرية في الاعتقاد والتدين³. وهنا تغدو حماية الدين في مواجهة حرية التعبير عملية موازنة بين حقين على نفس الدرجة من الأهمية وهو ما يجعل المبدأ الثابت هو حرية التعبير التي لا يحدّها منها إلا إذا تجاوزت هدفها التعبيري إلى ازدراء الأديان. وتؤكد المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان على أنّ مفهوم احترام القناعات الدينية للغير مفهوم واسع ممّا يؤدي إلى خطر التدخّل المشط في حرية التعبير تحت غطاء التصديّ لما فيه ازدراء (للأديان)⁴ وتعتبر الدولة مسؤولة إذا سكنت عن حملة تشويه منظمة ضدّ ديانة ما فقد وقع حسب المحكمة “خرق الفصل التاسع (احترام المشاعر الدينية للأشخاص) عبر مجسمات تشويهية لمواضيع دينية وهو ما يمكن أن يعتبر خرقاً سيء النية لروح التسامح التي يجب أن تسود أيضاً في مجتمع ديمقراطي⁵. كما وقع اعتبار رسم قديسة في وضعيات جنسية مع المسيح خرقاً لحرية الأديان يمكن من الحدّ من حرية التعبير فمن بين الواجبات والمسؤوليات التي ينصّ عليها الفصل 10 فقرة 2 من المعاهدة في سياق المعتقدات الدينية واجب تجنب التعبيرات الجارحة مجاناً للغير والمزدرية لدينه⁶. ومهما يكن من أمر فإنّ المحكمة تقرّ بأنّ هامشا من التقدير متروك للدولة للموازنة بين حرية التعبير واحترام الأديان عند التشريع في هذا المجال⁷.

2.2. دور الدولة في الشأن الديني.

قامت المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان بإرساء فقه قضاء على مبدأ ثابت مفاده أنّ “حرية الدين

تفترض إقصاء أيّ تدخّل من قبل الدولة للحكم على شرعية المعتقدات الدينية أو على طرق التعبير عنها⁸ وهو ما يعبر عنه بمبدأ الحياد المفروض تجاه الأفراد من ناحية وتجاه المؤسسة الدينية من ناحية أخرى.

– تقرّ المحكمة الأوروبية لحقوق الإنسان بأنّ “حرية الدين بما في ذلك حرية إظهار الدين وممارسة العبادات تنتمي أوّلاً إلى المجال الداخلي للأشخاص”⁹. وعليه فإنّ الدولة محمولة على الامتناع عن التجسس على ديانة الأفراد سواء كانوا من مواطنيها أو من غير مواطنيها¹⁰. وتطبيقاً لهذا المبدأ فإنّ المحكمة تمنع احتواء الوثائق العامة على معلومات خاصّة بدين الشخص¹¹ كما تمنع إجبار الأشخاص على إظهار دياناتهم.

ومن أهمّ ميزات المجتمع الديمقراطي سمة التعددية الدينية فـ “حرية الفكر والضمير والدين تمثل حسب القاضي الأوروبي إحدى دعائم المجتمع الديمقراطي”¹² ولا يحتوي المجتمع التعدديّ على متديّنين فحسب بل كذلك على من لا يعتقدون في شيء¹³. وعلى هذا الأساس ترسي المحكمة مبدأ حماية الجماعة الدينية معتبرة أنّ حماية الدين تتمّ عبر حماية المؤسسات الساهرة عليه. وعموماً فإنّ حياد الدولة يفرض عليها عدم التمييز لصالح ديانة معينة ومن قبيل التمييز جعلها جميعاً خاضعة لإدارة واحدة فـ “في مجتمع ديمقراطي ليس للدولة أن تتخذ إجراءات لتضمن كون المجموعات الدينية خاضعة لإدارة واحدة”¹⁴ وهو ما يعدّ مساساً باستقلالية المجموعات الدينية.

– تكون الدولة هي المنظم المحايد لممارسة الديانات المختلفة وذلك في إطار مجتمع ديمقراطي¹⁵ فقيم المجتمع الديمقراطي تمثل في نظر المحكمة حدّاً للدين وعليه فإنّ الاعتبار المتعلق بالمحافظة على قيم المجتمع الديمقراطي يمكّن الدولة من فرض حدود على الظاهرة الدينية تتعلّق بمقتضيات النظام العام من ناحية والقانون الوطني من ناحية أخرى.

تعتبر المحكمة الأوروبية أنّ الدولة هي الضامن الأخير للتعددية في مجتمع ديمقراطي¹⁶ وهو ما يسمح لها بالتدخل لفرض حدود على الديانات قصد ضمان التعددية¹⁷ بل يجعل تدخلها ضرورياً ذلك أنّ تنظيم الدولة وتحديد ممارستها لبعض الديانات يساهم في إقامة السلم الاجتماعي وإرساء قيم التسامح في مجتمع ديمقراطي¹⁸. فعلى الدولة يقع واجب حفظ النظام وضمن السلم الاجتماعي ومن ذلك مثلاً مراقبتها لجماعة يشكّ في أنّها تسعى تحت غطاء الدين إلى إقتراف أفعال مضرّة بالسكان وبالأمن العام¹⁹.

إنّ حياد الدولة أو هاجس ضمان الأمن العام لا يؤدّي إلى منع التعددية الدينية بل إنّ التزامها بالحياد أو تدخلها في إطار حفظ الأمن العام يعني ضمان التعددية في سياق يتسم بعدم اللجوء إلى العنف بين الجماعات المختلفة²⁰.

وبالرغم من اعتراف المحكمة بصعوبة تحقيق الموازنة المطلوبة بين حفظ الأمن العام وضمن الحرية الدينية²¹ فإنّ فقه قضائها يسمح باستخراج ما نسميه "مفهوم الحدّ-الضامن" الذي لا يسمح بوضع حدّ لممارسة دين معيّن أو التدخل فيه إلّا إذا مسّت هذه الممارسة بمقتضيات المجتمع الديمقراطي وذلك بهدف تمكين الديانات جميعها من الوجود والتحقّق في إطار تعدديّ فالحدّد الموجّه إلى دين معيّن في هذا النسق هو ضامن لحرية الدين عموماً تلك الحرية التي ما هي إلّا أساس من أسس المجتمع الديمقراطي.

إنّ الحريات الدينية بما تمثله من مجال خاص بالفرد من ناحية وبتمظهراتها الجماعية من ناحية أخرى تبقى من أكثر الحريات إثارة للجدل خاصة عندما تقترب هذه الحرية بمجموعة أخرى من الحقوق و الحريات التي قد تجعل الأفراد و المجموعات في علاقة صدامية في ما بينها أو مع المؤسسات السياسية و لذا يكون دائماً من المناسب فتح النقاش العام حول المسائل التي ترتبط بالشأن العام بما فيه من الممارسات الدينية لما في ذلك من دور في تقريب الأفراد و المجموعات

من بعضها و تلقيها و تعایشها و إعلاء مبدأ الحق في الاختلاف و في الاختيار الحر.

د. وحيد الفرشيشي -



16-04-2016

ترسيخ للممارسات التمييزية: غياب المرأة الصحفية في لقاء الحبيب الصيد بوسائل الاعلام

استضاف صباح اليوم رئيس الحكومة الحبيب الصيد مجموعة من الزملاء رؤساء التحرير و

مديري المؤسسات حسب البلاغ الموجود على الصفحة الرسمية لرئاسة الحكومة

اللقاء تسيطر عليه النزعة الذكورية باستثناء حضور رئيسية تحرير واحدة امل بلحاج علي مما

اثار حفيظة رئيس الحكومة تساءل عن غياب المرأة الصحفية التي تتواجد بكثرة في الحقل

الاعلامي و على الميدان من خلال التغطية الصحفية للمظاهرات و الاحداث التي تشهدها تونس

نسي الفريق الاتصالي لرئاسة الحكومة انهم بصدد ترسيخ للممارسات التمييزية بين المرأة و

الرجل وسط دعوات كبيرة للمساواة . و تساءلت مختلف الصحفيات عن غياب المرأة بصفة عامة

في الحوارات او اللقاءات التي يعقدها رئيس الحكومة او رئيس الجمهورية و هي دورية لكن

عادة ما يقع في فح اقضاء العنصر النسائي و الشبابي و هي سياسة اتصالية قديمة و فاشلة لا

ترتقي الى السياسات الموجودة في العالم و المبنية على التفاعل مع الجيل الجديد من الصحفيين

الشبان

اقضاء المرأة الصحفية ليست سابقة اولى بل عهدنا هذه الممارسات في الحكومات السابقة مع كل

فريق حكومي اتصالي



18-04-2016

مصر | إطلاق غاز مسيل للدموع واعتقالات عشوائية في جمعة "الأرض هي العرض"

أعتقلت الشرطة، الجمعة 15 أبريل 2016، عشرات المتظاهرين ومن بينهم صحفيين، وأطلقت الغاز المسيل للدموع على المتظاهرين المحتجين على نقل السلطة على جزيرتي صنافير وتيران للسعودية.

وكان عدد من قيادات المتظاهرين في مصر من مختلف التوجهات قد دعوا إلى تظاهرات تحت عنوان "الأرض هي العرض"، احتجاجا على ما أسموه تنازل السلطة عن جزيرتي "تيران" و"صنافير".

وتنوعت صور الانتهاكات للمتظاهرين والصحفيين ما بين القبض والاعتداء والاحتجاز المؤقت، كما منعت الشرطة الصحفيين والمصورين من التواجد تماما في ميدان التحرير.

وجديرا بالذكر أن الحكومة المصرية أعلنت في 9 أبريل الجاري، أن جزيرتي تيران وصنافير الموجودتين في البحر الأحمر تقعان داخل المياه الإقليمية السعودية، وذلك بعد يوم من توقيع اتفاقية لترسيم الحدود البحرية والإعلان عن إنشاء جسر بين البلدين، خلال زيارة العاهل السعودي الملك سلمان بن عبدالعزيز.

ولم تفلح التوضيحات والمبررات التي أطلقها الرئيس عبدالفتاح السيسي أثناء حوار ه مع ممثلي المجتمع المدني في تهدئة المعارضين.



15-04-2016

نقل ECOL'EAU جمعية ابتسامة للجميع : بعث مشروع "عربة تلاميذ الأرياف النائية"

نظمت جمعية "ابتسامة للجميع أمس الخميس مؤتمرا صحفيا في قاعة المحاضرات بالمعهد "ECOL'EAU الوطني للفلاحة بتونس لتقديم مشروعها البيئي والإنساني: "عربة

هي وسيلة إيكولوجية للنقل "ECOL'EAU" وقال محمد رأفت الدربال رئيس الجمعية إن "عربة بعثتها جمعية ابتسامة للجميع في جانفي 2016 لتوفير وسيلة نقل يومي لبعض تلامذة جهة صقمان بسجنان، كذلك لتزويد أسرهم بمياه صالحة للشرب

واضاف محمد رأفت الدربال أن فكرة المشروع نشئت من خلال تقرير صادر عن الجمعية أعد خلال موجة البرد في منطقة صقمان بسجنان سنة 2013، مشيرا إلى أن صعوبة تضاريس المنطقة وطول المسافة إلى المدارس كانت السبب الرئيسي في ترك بعض التلاميذ مقاعد الدراسة، في حين يجبر البعض الآخر على التغيب طيلة أيام بسبب سوء الأحوال الجوية

هي نتائج مشجعة على "ECOL'EAU" وأوضح رئيس الجمعية أن النتائج الأولى من "عربة عديد المستويات يمكن أن تستفيد منها العديد من الجمعيات، مضيفا أن استمرارية هذا المشروع والترويج له للتونسيين بصفة عامة والجمعيات على وجه الخصوص لإعادة انجازه في المناطق الريفية الأخرى قائمة على دعم المجتمع المدني ورجال الاعمال

وقال محمد رأفت الدربال إن هذه المشروع يهدف إلى إعطاء الدفع المعنوي لأبناء الأرياف المحرومة، مضيفا أن نشاطها موجهة لفئة التلاميذ في الأرياف النائية. كما بيّن رئيس الجمعية أن وسيلة النقل هذه هي عبارة عن عربة مجرورة تتسع لـ 16 تلميذا، مؤكدا أن ضعف الموارد المالية الجمعية في الوقت الراهن حال دون توفير الماء الصالح للشرب باعتبار أنه تعذر عليها حفر بئر أو مدّ قنوات لجلب الماء من أماكن أخرى. وطالب الدربال بضرورة دعم جهود هذه الجمعية حتى يقع تعميم هذه التجربة على مختلف المناطق النائية بكامل تراب الجمهورية

Téles et réseaux sociaux

Sources	Infos
 20-04-2016	<p>تقرير: تونس تتصدر العرب في حرية الصحافة.. ومراتب متأخرة لبقية دول المنطقة</p> <p>تصدّرت تونس قائمة البلدان العربية لحرية الصحافة في التصنيف العالمي الذي أصدرته مراسلون بلا حدود، والخاص بعام 2016، فيما حلت لبنان ثانية والكويت ثالثة، بينما تصدرت التصنيف دولة فنلندا، متبوعة بهولندا ثم النرويج.</p> <p>وحلّت تونس في المركز 96 عالميًا من أصل 180 بلدًا شمله التصنيف، متقدمة بثلاثين مرتبة عن مركزها خلال العام الماضي، إذ رغم ابتعادها في التصنيف، إلا أنها "تشهد تطورًا في الإعلام، وهو ما يجب أن يشجع السلطات، ووسائل الإعلام و المجتمع المدني على مواصلة جهودها التي تبذلها من أجل اصلاح قطاع الإعلام"، تقول ياسمين كاشا مسؤولة مكتب شمال إفريقيا في مراسلون بلا حدود.</p> <p>وحلت سوريا في المركز 177 عالميًا، واليمن في المركز 170، والسعودية في المركز 165، وليبيا في المركز 164، والبحرين في المركز 162، ومصر في المركز 159، والعراق في المركز 158، والأردن في المركز 135، والمغرب في المركز 131، والجزائر في المركز 129، والكويت في المركز 103، ولبنان في المركز 98.</p> <p>وحلّت إسرائيل في المركز 101 بسبب "الرقابة العسكرية والتضييق على الصحفيين الأجانب والفلسطينيين"، فيما حلت الولايات المتحدة الأمريكية في المركز 41، وفرنسا في المركز 45، والمملكة المتحدة في المركز 38، فيما احتلت تركمانستان وكوريا الشمالية وإريتريا المراكز</p>

الثلاث الأخيرة

وقال التقرير إن منطقة "شمال إفريقيا والشرق الأوسط تعد واحدة من أصعب وأخطر مناطق العالم على الصحفيين. ففي أماكن كثيرة بمختلف تلك البلدان يجد الإعلاميون أنفسهم عالقين وسط دوامة العنف سواء على أيدي الفصائل المتنازعة فيما بينها أو الأطراف المتناحرة أو الجماعات المتطرفة أو حتى الدول ذات النزعة الشمولية، حيث تنتهج في الغالب استراتيجيات "قائمة على الترهيب

انطلاق أشغال الجمعية العامة للأمم المتحدة : القضاء على الفقر ورفاه الإنسانية أبرز المحاور

افتتح رئيس الدورة الحالية للجمعية العامة للأمم المتحدة، صباح اليوم الخميس 21 أبريل 2016 بمقر الأمم المتحدة بنيويورك، أشغال النقاش رفيع المستوى حول تحقيق أهداف التنمية المستدامة ومثل تونس في هذا النقاش الذي اتفق عليه قادة العالم في سبتمبر 2015، وزير الشؤون الخارجية خميس الجهيانوي، وفق بلاغ الوزارة

وتناول النقاش عددا من المسائل الواردة في أجندة عام 2030 للتنمية المستدامة من بينها القضاء على الفقر وحماية كوكب الأرض وتعزيز المساواة بين الجنسين ورفاه البشر في كل مكان مع ضمان عدم تخلف أحد عن ركب التقدم

وأكد نائب الأمين العام يان إلياسون أن تحقيق أهداف التنمية المستدامة يتطلب بذل جهود جماعية من جميع الحكومات والجهات المعنية



21-04-2018

Radio

Sources

Infos



21-04-2016

Open Data Barometer: La Tunisie en tête dans la région arabe

Sur un total de 92 pays, la Tunisie occupe la 39ème position dans la troisième édition du rapport "Open Data Barometer" qui vient d'être dévoilée ce jeudi 21 avril 2016 .

Avec un score de 33,37 points, la Tunisie vient de grimper de six places par rapport à l'année dernière en enregistrant une diminution d'environ 22% de l'impact des données ouvertes.

La première place du podium est réservé au Royaume-Uni, suivi par les États-Unis d'Amérique et la France. Parmi les pays arabes présents dans ce classement figurent les Émirats arabes unis (48ème), le Bahraïen (58ème), l'Arabie Saoudite (59 ème), le Qatar (61ème) et le Maroc (62ème).

En queue de classement se trouvent le Zimbabwe, le Yemen et Haiti.

Notons que le Baromètre Open Data vise à découvrir la véritable prévalence et l' impact des initiatives de données ouvertes autour le monde. Il analyse les tendances mondiales, et fournit des données comparatives sur les pays et les régions en utilisant une méthodologie en profondeur qui combine les données contextuelles, les évaluations techniques et des indicateurs secondaires.

Couvrant 92 pays dans la présente édition, le Baromètre classe les pays sur:

Préparation pour les initiatives de données ouvertes:

- La mise en œuvre de programmes de données ouvertes - L' impact que les données ouvertes est d' avoir sur les affaires, la politique et la société civile



19-04-2016

Al-Bawsala pointe du doigt l'absentéisme des députés

« L'absentéisme des députés ne se résout plus à des cas isolés, mais est devenu une réalité concrète », selon un rapport rendu public lundi par l'Organisation « Al-Bawsala ».

« Ce phénomène est de nature à entraver le bon déroulement des plénières et des réunions de commissions », a-t-elle déploré. Dans son rapport élaboré sur la première moitié de la 2e session parlementaire (novembre 2015-mars 2016), Al-Bawsala a indiqué que « le taux de présence au sein des plénières et des réunions des commissions ne dépasse souvent pas 5% » « La différence entre le taux de présence et le taux de participation au vote est significative », a-t-elle constaté.

Selon l'organisation, le taux global de présence en plénières est de 84% en mars, tandis que le taux de participation au vote lors de ces séances ne dépasse pas 56% en cette même période.

Le bloc Al-Horra est en tête de classement concernant le taux de présence en mois de mars lors des plénières (88%) et des commissions spéciales (73%).

Le bloc Ennahdha est, quant à lui, en tête de classement concernant le taux de présence dans les commissions permanentes (73%) et la participation au vote (67%).

Le plus faible taux de participation au vote lors des plénières revient au bloc de l'Union patriotique libre (38%) et au bloc socio-démocrate (37%)

Communiqués

Sources

Communiqués



19-04-2016

Ligue Tunisienne pour la défense
des Droits de L'Homme
LTDH



الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان
فرع الكاف

الهاتف : 98.429.086

بيان

يهم فرع الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان بالكاف أن تبين لأراء العام ما سجلته اليوم المرافق لـ 2016/04/19 في مدينة الكاف اثر انطلاق مسيرة سلمية من أمام دار الاتحاد الجهوي لشغل بمشاركة مكونات ومنظمات المجتمع المدني وأحزابا سياسية ونائب مجلس الشعب مراد الحاميدي احتجاجا علي نتائج الزيارة الأخيرة لرئيس الحكومة ورغم الطابع السلمي للمسيرة وانضباط المشاركين فيها إلا أنه وبوصول المحتجين قرب مقر الولاية صدمنا بتواجد أمني مكثف وحواجز تقطع الطريق المؤدي أمام مقر الولاية حيث خط سير المسيرة الاحتجاجية ودون سابق إعلام وبمجرد وصول المحتجين أمام الحاجز الأمني الأول ووجه المتظاهرون بإطلاق الغاز المسيل لدموع دون موجب ودون تحذير بكثافة مع سماعنا إطلاقات رصاص في الهواء مما تسبب في هلع وحلات اختناق وإصابات في صفوف المواطنين إذ نؤكد على :

✓ الحق في التظاهر السلمي

✓ نندد بالتدخل العنيف لقوات الأمن تجاه المحتجين السلميين

✓ نحمل السلطة الجهوية مسؤولية ما حدث و تأزيم الوضع بالجهة

✓ نؤكد علي فشل الحل القمعي والأمني لمطالب الجهة المشروعة

عن فرع الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان بالكاف

الرئيس الدكتور المفضل بالضيافي



18-04-2016

Gambie : Il faut enquêter sur un décès en détention et libérer les manifestants

La mort suspecte en détention du leader politique Solo Sandeng et l'arrestation du dirigeant de son parti, Ousainu Darboe, ainsi que d'autres membres du parti ces derniers jours sont un triste rappel de la nature répressive du gouvernement gambien, ont déclaré aujourd'hui Human Rights Watch, Amnesty International et ARTICLE 19.

Les trois organisations ont ajouté que le gouvernement du Président Yahya Jammeh devrait garantir une enquête indépendante et impartiale sur la mort de Sandeng, relâcher immédiatement tous les manifestants pacifiques et remettre en liberté Alhagie Ceesay, un journaliste détenu arbitrairement depuis juillet 2015 et actuellement hospitalisé dans un état grave.

« La mort insensée de Sandeng en détention semble être la plus récente d'une longue série d'exactions à l'encontre de l'opposition politique en Gambie », a indiqué Corinne Dufka, directrice de recherches sur l'Afrique de l'Ouest à Human Rights Watch. « Ce cas aggrave les inquiétudes que le gouvernement gambien intensifie sa répression contre les voix indépendantes en perspective des élections du mois de décembre 2016. »

Solo Sandeng, un dirigeant de premier plan du principal parti d'opposition, le Parti démocratique unifié (*United Democratic Party*, UDP), a été arrêté le 14 avril 2016, lors d'une manifestation pacifique en faveur d'une réforme électorale dans la perspective des élections présidentielles de décembre. Fatoumata Jawara, une jeune responsable de l'UDP, se trouve également en détention et aurait subi des blessures susceptibles de mettre sa vie en danger. Un certain nombre de manifestants arrêtés en même temps sont toujours en détention. Des membres du parti de Sandeng affirment que celui-ci est mort après avoir été torturé par des agents de l'Agence nationale de renseignement de Gambie, et que deux autres membres du parti sont également morts en détention ces derniers jours.

L'élection présidentielle de décembre sera la cinquième depuis que Jammeh a pris le pouvoir en 1994 lors d'un coup d'État sans effusion de sang. La Communauté

économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a refusé d'envoyer des observateurs aux dernières élections en 2011, invoquant l'intimidation de l'opposition et des électeurs. Des organisations de l'opposition très diverses réclament depuis longtemps une réforme électorale, notamment une commission électorale indépendante et une égalité d'accès aux médias publics.

Lors de la manifestation du 14 avril, un petit groupe de participants ont brandi des banderoles à Serekunda, une banlieue de la capitale, Banjul, portant des slogans comme « *Nous avons besoin de réformes électorales et de liberté d'expression* ». Les forces de sécurité ont dispersé la manifestation et arrêté un grand nombre des participants.

Des membres du parti de l'UDP se sont de nouveau rassemblés le 16 avril pour réclamer justice pour la mort de Sandeng et la libération des autres membres de leur parti. La police a fait usage de gaz lacrymogènes contre les manifestants et a arrêté au moins cinq responsables de l'UDP, dont Darboe, ainsi qu'un certain nombre d'autres manifestants et de passants.

Ceesay, directeur de la station de radio indépendante Teranga FM, a été arrêté le 2 juillet 2015 par l'Agence nationale de renseignement après avoir échangé par téléphone de façon privée une image représentant une arme pointée sur une photographie de Jammeh. L'image avait circulé sur Internet, et Ceesay n'était pas son auteur. Teranga FM a été interrompue plusieurs fois au cours des dernières années.

Malgré sa mauvaise santé – il a été réadmis à l'hôpital le 13 avril pour la troisième fois depuis le début de l'année 2016 – Ceesay s'est vu refuser une libération sous caution à quatre reprises au moins. En mars 2016, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a publié un avis, adopté lors de sa dernière session en décembre 2015, selon lequel Ceesay avait été arbitrairement privé de liberté. Il a demandé à la Gambie de libérer Ceesay et d'abandonner toutes les charges pesant contre lui.

« *Les charges contre Alhagie Ceesay sont infondées, et il n'aurait jamais dû être arrêté en premier lieu* », a déclaré Fatou Jagne Senghor, directrice régionale de

l'organisation ARTICLE 19. « *La détérioration de l'état de santé de Ceasay rend sa libération d'autant plus urgente.* »

Depuis que Jammeh a pris le pouvoir, il a réprimé brutalement et systématiquement toutes les formes de contestation dans le pays. Les forces de sécurité de l'État et des groupes paramilitaires semi-clandestins ont commis des exécutions extrajudiciaires, des arrestations et des détentions arbitraires, et ont fait disparaître de force des personnes considérées comme une menace pour le gouvernement, poussant des centaines de Gambiens à fuir ce petit pays de 1,8 million d'habitants.

De nombreux défenseurs gambiens des droits humains craignent que les élections de décembre n'incitent le gouvernement à s'en prendre de nouveau aux opposants politiques et aux quelques journalistes indépendants restant encore dans le pays.

« Nous sommes extrêmement préoccupés par la direction sinistre prise par le gouvernement de Gambie dans la perspective des élections du mois de décembre. Il est crucial que la Gambie respecte les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique », a déclaré Alioune Tine, directeur régional d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. *« Les manifestants pacifiques doivent être libérés immédiatement et sans condition, et tous ceux qui sont blessés doivent être soignés de toute urgence. »*
